



L'État des droits humains en Belgique est un rapport publié annuellement par la Ligue des droits humains qui a pour vocation de faire le point sur l'actualité de l'année écoulée à l'aune des droits fondamentaux.

La Ligue vient de publier son [rapport annuel sur l'Etat des droits humains en Belgique](#). La situation n'est certes pas aussi dramatique que dans certains pays du monde, elle n'est même pas la pire de l'Union européenne, mais ce rapport pointe néanmoins un certain nombre de problèmes. L'année 2019 aura été marquée par une forte poussée de votes nationalistes ou d'extrême droite en Flandre et par une période de flottement due à l'absence de gouvernement.

À côté des lieux sensibles habituels comme les prisons ou les centres fermés, la Ligue a continué de travailler sur des sujets aussi divers que l'accès à la justice, la liberté d'informer, les conditions d'accueil des migrant·e·s ou les exportations d'armes. Mais aussi sur des sujets qui connaissent de nouveaux développements, comme le droit à la vie privée, notamment à travers le projet d'empreintes digitales sur les cartes d'identité, la publicité en ligne et la multiplication des caméras intelligentes.

Si les perspectives demeurent sombres sur un certain nombre de sujets, la mobilisation citoyenne est un motif d'espoir, notamment sur les questions environnementales. Mais encore faut-il que le droit de manifester soit pleinement respecté et pas empêché par une action policière disproportionnée comme on a pu le voir lors de la manifestation Extinction-rébellion à Bruxelles en octobre dernier. La stratégie de la tension se termine rarement bien et ce n'est clairement pas dans ce type de société que nous voulons vivre.

Pierre-Arnaud Perrouty

Directeur de la Ligue des droits humains